

Région MOANAP : principaux points

Les perspectives économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont mitigées. La plupart des pays exportateurs de pétrole affichent de vigoureux taux de croissance, tandis que les pays importateurs de pétrole sont confrontés à des perspectives moroses.

Les pays exportateurs de pétrole de la région devraient enregistrer une forte croissance en 2012, principalement en raison de la reprise post-conflit plus rapide que prévu en Libye. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la croissance reste robuste grâce à des politiques budgétaires expansionnistes et des conditions monétaires accommodantes. Pour ces pays, de même que pour la région de manière plus générale, le défi à moyen terme demeure la création en nombres suffisants d'emplois en direction d'une population jeune en croissance rapide.

Le ralentissement constaté en 2011 dans les pays importateurs de pétrole de la région persiste. Une reprise modérée est prévue pour 2013, mais elle est sujette à d'importants risques de dégradation. S'agissant des pays arabes en transition, les transitions politiques en cours pèsent aussi sur la croissance. La marge de manœuvre des autorités ayant été considérablement entamée, il devient de plus en plus urgent d'agir sur le front de la stabilisation macroéconomique et des réformes axées sur la croissance. Les pays devront mettre en place des filets de sécurité pour protéger les pauvres et dégager un consensus autour de choix budgétaires difficiles et urgents, tout en donnant à la population le sentiment d'une répartition équitable du poids des réformes économiques.

Pays exportateurs de pétrole : accroître la résilience et créer des emplois dans le secteur privé

Les pays exportateurs de pétrole ont pu mettre à profit la montée des cours du pétrole pour maintenir leur croissance dans une conjoncture mondiale défavorable. Pour le groupe dans son ensemble, la croissance devrait s'accélérer pour avoisiner 6½ % en 2012 grâce à une reprise plus vigoureuse que prévu en Libye, et devrait retrouver un taux de près de 4 % en 2013. Dans les pays du CCG, la croissance reste robuste, grâce à des politiques budgétaires et monétaires accommodantes, mais elle devrait tomber de 7½ % en 2011 à 3¾ % en 2013 en raison de la stagnation de la production pétrolière..

Le cours du baril pétrole devrait rester supérieur à 100 dollars en 2012–13. De ce fait, l'excédent extérieur courant combiné des pays exportateurs devrait se maintenir au niveau historique d'environ 400 milliards de dollars en 2012. Cet excédent est toutefois sensible à une variation des cours : un repli de 10 % du cours du pétrole le réduirait de quelque 150 milliards de dollars.

Dans un contexte de flambée des cours et de revendications sociales grandissantes, les dépenses publiques en traitements et salaires se sont envolées dans la plupart des pays exportateurs de pétrole ces dernières années. Cette augmentation des dépenses signifie que le prix d'équilibre budgétaire a augmenté plus vite que le prix effectif du pétrole. Cette tendance est appelée à se poursuivre, ce qui accroîtrait la vulnérabilité en cas d'évolution défavorable des cours. Bien que de nombreux pays disposent des volants de sécurité nécessaires pour faire face à la volatilité à court terme du cours du pétrole, une baisse soutenue du cours qui résulterait d'un nouveau ralentissement de l'activité économique mondiale reste un risque important.

Pour accroître la résilience face à un repli du cours du pétrole et assurer une plus grande équité entre générations, la politique budgétaire peut progressivement renforcer l'épargne nationale. Certains pays exportateurs de pétrole à faible revenu se heurtent à des contraintes budgétaires et à des choix difficiles à

court terme. Les pays du CCG, qui ont appliqué une politique budgétaire expansionniste à juste titre en l'absence de risques de surchauffe, pourraient diminuer le taux de croissance de leurs dépenses, notamment celles rigides à la baisse comme l'embauche dans le secteur public qui a tendance à affecter négativement l'emploi dans le secteur privé.

Un plus large éventail de réformes structurelles, y compris une réduction des restrictions au commerce international de services et des mesures visant à réduire l'inadéquation des compétences, contribuerait aussi à créer des emplois dans le secteur privé et à réaliser une croissance solidaire.

Pays importateurs de pétrole : rétablir la viabilité macroéconomique et accélérer la croissance

Au cours des derniers mois, la plupart des pays arabes en transition ont accompli des progrès dans la mise en œuvre de réformes politiques. Les gouvernements nouvellement élus ont préservé la stabilité macroéconomique, mais les soldes budgétaires extérieurs se sont détériorés. Étant donné l'incertitude entourant les programmes d'action à moyen terme dans de nombreux pays, les investisseurs restent prudents. Entre-temps, les prix internationaux de l'énergie et de l'alimentation ont continué d'augmenter, et l'activité économique des partenaires commerciaux s'est détériorée, notamment en Europe, région avec laquelle beaucoup de pays importateurs de pétrole entretiennent de solides liens économiques. De ce fait, les exportations des pays importateurs de pétrole de la région ont accusé un repli marqué en 2012, tandis que leur facture d'importation a continué de s'alourdir. En outre, la reprise du tourisme après l'effondrement enregistré en 2011 demeure lente et les investissements directs étrangers restent timides. En conséquence, ces pays continuent d'enregistrer un ralentissement économique en 2012, avec une croissance voisine de 2 %. Pour 2013, la croissance devrait remonter aux environs de 3¼ %, un taux nettement inférieur à ce qui est nécessaire pour résorber un chômage chronique et en hausse.

Face aux revendications sociales et à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, les pouvoirs publics ont augmenté sensiblement les subventions. Les recettes budgétaires ont également diminué, et en conséquence les soldes budgétaires dans l'ensemble de la région se sont détériorés de 2¼ % du PIB en termes cumulés durant ces deux dernières années. Si les relances budgétaires ont contribué à atténuer l'impact de la dégradation de la conjoncture, elles n'ont eu qu'un effet modeste sur l'activité économique : la forte augmentation des salaires et des subventions généralisées n'a été que partiellement compensée par une diminution des investissements publics, ce qui, par voie de conséquence a amoindri les effets positifs de la relance. En outre, le recours de l'État au financement bancaire intérieur a réduit l'accès du secteur privé au crédit.

Les possibilités d'engager une relance budgétaire supplémentaire sont limitées. La dette publique dépasse 70 % du PIB en moyenne, et les budgets sont donc très vulnérables. Des dérapages budgétaires importants, une croissance plus lente que prévu ou une poussée des taux d'intérêt pourraient compromettre la soutenabilité de la dette.

Par ailleurs, les déficits des opérations extérieures courantes, qui étaient déjà élevés, se sont creusés. Conjugué à la faiblesse des entrées de capitaux, cela a provoqué un net tassement des réserves de change officielles. Cette situation suscite des inquiétudes quant à l'adéquation des niveaux de réserves de change, réduit les volants de sécurité, et restreint la marge de manœuvre des pouvoirs publics face à un ralentissement de l'activité économique. Sans négliger l'influence de facteurs conjoncturels, les déficits courants extérieurs sont structurels dans certains pays. Le fait de ne plus utiliser le taux de change comme point d'ancrage nominal peut permettre à une politique monétaire plus flexible de rétablir et de préserver la stabilité des prix et la compétitivité.

Il est urgent d'accélérer la croissance pour stimuler la création d'emplois et présenter à la population des résultats tangibles. Il importe à cette fin que les gouvernements prennent des mesures visant à rétablir la viabilité macroéconomique, et opèrent des réformes structurelles destinées à améliorer la compétitivité, pour jeter ainsi les bases d'un modèle économique plus solidaire. Il est tout aussi important que les mesures de stabilisation et les réformes structurelles soient conçues de manière à réduire au minimum les répercussions négatives sur les populations pauvres et vulnérables. Il sera essentiel d'obtenir un consensus autour de ces mesures en appliquant une stratégie de communication préventive pour recueillir la large adhésion nécessaire à leur bonne exécution. La responsabilité de cet effort incombe clairement aux pays eux-mêmes, mais ces derniers devront être soutenus par la communauté internationale, au moyen de concours financiers, d'assistance technique et d'un meilleur accès aux marchés d'exportation.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–13

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–06	2007	2008	2009	2010	2011	Projections	
							2012	2013
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,4	5,8	4,4	2,6	4,8	3,3	5,1	3,6
Solde des transactions courantes	9,2	13,1	13,7	2,0	7,0	13,2	11,2	9,7
Solde budgétaire global	3,1	6,2	6,6	-3,0	-0,4	1,5	1,5	0,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,9	9,9	14,3	7,3	7,3	10,3	10,9	9,5
Exportateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,8	5,3	4,0	1,7	5,3	3,9	6,6	3,8
Solde des transactions courantes	13,4	18,6	19,7	4,8	11,0	18,7	16,4	14,2
Solde budgétaire global	7,4	12,4	13,3	-1,8	2,5	5,9	6,1	4,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	6,7	11,5	15,0	5,7	6,6	10,4	11,5	9,7
dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	5,7	5,3	6,3	-0,2	5,5	7,5	5,5	3,7
Solde des transactions courantes	15,4	19,9	22,7	7,5	14,4	24,1	23,6	21,1
Solde budgétaire global	11,5	17,9	24,8	-0,7	4,5	12,7	14,6	11,2
Inflation annuelle (croissance annuelle)	1,6	6,6	11,0	3,0	3,2	3,6	3,5	3,6
Importateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	6,8	5,3	4,2	4,0	2,0	2,1	3,3
Solde des transactions courantes	-0,8	-2,5	-4,1	-4,8	-3,1	-3,5	-5,2	-4,4
Solde budgétaire global	-4,5	-5,2	-5,6	-5,0	-5,6	-7,0	-7,8	-7,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	4,5	7,1	13,0	10,2	8,5	9,9	9,7	9,2
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,5	5,7	4,5	2,6	5,0	3,3	5,3	3,6
Solde des transactions courantes	10,0	14,5	15,3	2,6	7,7	14,2	12,2	10,6
Solde budgétaire global	3,9	7,7	8,4	-2,8	0,2	2,5	2,5	1,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,9	10,2	14,6	6,2	7,0	9,8	10,9	9,5
Importateurs de pétrole MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	4,7	6,7	6,1	4,9	4,3	1,4	1,2	3,3
Solde des transactions courantes	-1,3	-1,8	-2,8	-4,6	-3,6	-5,2	-6,9	-5,8
Solde budgétaire global	-5,3	-5,1	-4,8	-5,2	-5,6	-7,5	-8,7	-7,7
Inflation annuelle (croissance annuelle)	4,2	6,7	13,6	7,3	8,0	7,9	9,0	8,8
<i>Pour mémoire</i>								
Pays arabes en transition (hors Libye)								
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	6,0	6,3	4,5	4,7	1,2	2,0	3,6
Solde des transactions courantes	1,1	-1,1	-2,5	-3,9	-3,3	-4,9	-5,4	-4,6
Solde budgétaire global	-5,2	-5,5	-5,2	-5,7	-6,0	-8,0	-9,1	-8,0
Inflation annuelle (croissance annuelle)	4,7	7,1	14,0	7,7	8,4	7,9	7,8	8,6

Sources : autorités nationales; et calculs et projections des services du FMI.

¹Les données pour 2011-13 excluent la République arabe syrienne.

MOANAP : 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen; 2) Importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie;

3) Pays arabes en transition : Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Note : les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin).